

**Arrêté inter-préfectoral
relatif à l'ouverture d'enquête préalable à la Déclaration d'Intérêt Général au titre de
l'article L.211-7 du code de l'environnement et une autorisation Loi sur l'Eau au titre
des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement présentée par
le Syndicat d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin Automne (SAGEBA)
concernant**

le programme pluriannuel de restauration et d'entretien de l'Automne

COMMUNES de l'OISE

**AUGER-SAINT-VINCENT, BETHANCOURT-EN-VALOIS, BETHISY-SAINT-MARTIN,
BETHISY-SAINT-PIERRE, BONNEUIL-EN-VALOIS, CREPY-EN-VALOIS, DUVY, FEIGNEUX,
FRESNOY-LA-RIVIERE, GILOCOURT, GLAIGNES, MORIENVAL, NERY, ORROUY,
ROCQUEMONT, RUSSY-BEMONT, SAINT-SAUVEUR, SAINT-VAAST-DE-LONGMONT,
SAINTINES, SERY-MAGNEVAL, VAUCIENNES, VAUMOISE, VERBERIE, VEZ**

COMMUNES de l' AISNE

COYOLLES, HARAMONT, LARGNY-SUR-AUTOMNE, VILLERS-COTTERETS

DOSSIER N° 60-2014-00068

Le Préfet de l'Oise
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Le Préfet de l'Aisne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L.211-1, L.123-1 à L.123-19, L.214-1 à L.214-6, R.123-1 à R.123-27 et R.214-8 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral de bassin n°2009-1531 du 20 novembre 2009 approuvant le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands ;

VU l'arrêté préfectoral du 26 août 2013 donnant délégation de signature à M. Pierre-Philippe FLORID, Directeur départemental des territoires de l'Aisne ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 février 2014 relatif à la subdélégation de signature du Directeur départemental de l'Aisne en faveur de ses collaborateurs ;

VU la demande présentée du 5 juin 2014 le Syndicat d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin Automne (SAGEBA), représentée par son président, relative au programme pluriannuel de restauration et d'entretien de l'Automne sur le territoire des communes concernées par l'opération ;

VU l'arrêté du 24 avril 2012 fixant les caractéristiques et dimensions de l'affichage de l'avis d'enquête publique mentionné à l'article R.123-11 du code de l'environnement ;

VU la liste départementale d'aptitude aux fonctions de commissaire-enquêteur pour l'année 2014 ;

VU la décision du 26 juin 2014 de la Présidente du Tribunal Administratif d'Amiens désignant le commissaire-enquêteur ;

SUR proposition des Directeurs départementaux des territoires de l'Oise et de l'Aisne ;

ARRÊTE

ARTICLE 1

Il est procédé sur le territoire :

- des communes du département de l'Oise de : AUGER-SAINT-VINCENT, BETHANCOURT-EN-VALOIS, BETHISY-SAINT-MARTIN, BETHISY-SAINT-PIERRE, BONNEUIL-EN-VALOIS, CREPY-EN-VALOIS, DUVY, FEIGNEUX, FRESNOY-LA-RIVIERE, GILOCOURT, GLAIGNES, MORIENVAL, NERY, ORROUY, ROCQUEMONT, RUSSY-BEMONT, SAINT-SAUVEUR, SAINT-VAAST-DE-LONGLONT, SAINTINES, SERY-MAGNEVAL, VAUCIENNES, VAUMOISE, VERBERIE, VEZ,
- des communes du département de l'Aisne de : CÔYOLLES, HARAMONT, LARGNY-SUR-AUTOMNE, VILLERS-COTTERETS,

à une enquête publique en vue de statuer sur la demande présentée par le Syndicat d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin Automne (SAGEBA), représentée par son président, au titre de la décision administrative suivante :

- Déclaration d'Intérêt Général (DIG) et Autorisation Loi sur l'Eau, au titre des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement.

A l'issue de l'enquête publique, les autorités compétentes pour prendre la décision administrative précitée sont le Préfet de l'Oise et le Préfet de l'Aisne sur proposition des Directeurs départementaux des territoires de l'Oise et de l'Aisne.

ARTICLE 2

Le projet prévoit la restauration, l'entretien et la préservation des fonctionnalités de l'Automne et de ses affluents afin de répondre à l'objectif d'amélioration puis de pérennisation de l'état écologique des cours d'eau.

L'identité et les coordonnées de la personne publique responsable des installations, travaux, ouvrages ou activités auprès de laquelle des informations peuvent être demandées sont :

Le Syndicat d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin Automne (SAGEBA)
M. Philippe PEIFFER, Président
1 sente de l'Ecole – 60127 MORIENVAL
Tél. 03 44 88 49 48

ARTICLE 3

L'enquête publique se déroulera **du mercredi 3 septembre 2014 au lundi 6 octobre 2014 inclus.**

ARTICLE 4

Le dossier d'enquête comprend les pièces suivantes :

- une demande de Déclaration d'Intérêt Général au titre de l'article L.211-7 ;
- une demande d'autorisation Loi sur l'Eau au titre des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement.

Un registre d'enquête unique est mis à disposition avec le dossier d'enquête pour l'ensemble des enquêtes publiques requises par les différentes procédures administratives.

Les registres d'enquête seront ouverts et datés par les maires de : AUGER-SAINT-VINCENT, BETHANCOURT-EN-VALOIS, BETHISY-SAINT-MARTIN, BETHISY-SAINT-PIERRE, BONNEUIL-EN-VALOIS, COYOLLES (02) CREPY-EN-VALOIS, DUVY, FEIGNEUX, FRESNOY-LA-RIVIERE, GILOCOURT, GLAIGNES, HARAMONT (02), LARGNY-SUR-AUTOMNE (02), MORIENVAL, NERY, ORROUY, ROCQUEMONT, RUSSY-BEMONT, SAINT-SAUVEUR, SAINT-VAAST-DE-LONGMONT, SAINTINES, SERY-MAGNEVAL, VAUCIENNES, VAUMOISE, VERBERIE, VEZ, VILLERS-COTTERETS (02) et seront cotés et paraphés par le commissaire-enquêteur.

ARTICLE 5

Les pièces du dossier seront tenues à la disposition du public pendant 34 jours consécutifs **du mercredi 3 septembre 2014 au lundi 6 octobre 2014 inclus** dans les mairies des communes concernées à l'article 1 du présent arrêté afin que le public puisse en prendre connaissance et consigner éventuellement ses observations, ses propositions ou contre-propositions sur les registres d'enquête, aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux.

ARTICLE 6

M. Christophe BACHOLLE, demeurant à GOUVIEUX (60270), est désigné en qualité de commissaire-enquêteur titulaire pour recevoir les observations du public en mairie durant les permanences tenues aux jours, heures et lieux mentionnés ci-après :

Mairie de BETHISY-SAINT-PIERRE :

- le mercredi 3 septembre 2014 de 16h à 18h

Mairie de VILLERS COTTERETS :

- le samedi 13 septembre 2014 de 9h à 12h

Mairie de FRESNOY-LA-RIVIERE :

- le vendredi 19 septembre 2014 de 17h à 19h

Mairie de CREPY-EN VALOIS :

- le samedi 27 septembre 2014 de 10h à 12h

Mairie de MORIENVAL :

- le lundi 6 octobre 2014 de 10h à 12h.

Mme Josette MERLIN, demeurant à SENLIS (60300), est désignée en qualité de commissaire-enquêteur suppléante en cas d'empêchement du commissaire-enquêteur titulaire, qu'elle remplace, et exerce ses fonctions jusqu'au terme de la procédure d'enquête publique.

Le public pourra aussi transmettre ses observations, ses propositions ou contre-propositions par écrit directement au commissaire-enquêteur titulaire en les envoyant au siège de l'enquête à l'adresse suivante :

Mairie de MORIENVAL - *commissaire-enquêteur* – M. Christophe BACHOLLE —
« programme pluriannuel de restauration et d'entretien de l'Automne »
Rue de la Poste – 60127 MORIENVAL

ARTICLE 7

Il n'est pas prévu pour la présente enquête, la mise à disposition d'informations relatives au projet sur un site internet ou la possibilité pour le public de communiquer ses observations par voie électronique.

Les personnes qui souhaitent obtenir à leurs frais la communication du dossier d'enquête publique peuvent en faire la demande par écrit auprès de l'autorité organisatrice de l'enquête à l'adresse suivante, dès la publication du présent arrêté :

Les observations du public sont consultables et communicables aux frais de la personne qui en fait la demande auprès du commissaire-enquêteur pendant toute la durée de l'enquête.

ARTICLE 8

Si le commissaire-enquêteur a l'intention de visiter les lieux concernés par l'opération, à l'exception des lieux d'habitation, et à défaut d'avoir pu y procéder de son propre chef en liaison avec le responsable du projet, il devra en informer au moins 48 heures à l'avance les propriétaires et les occupants concernés, en leur précisant la date et l'heure de la visite projetée.

Si les propriétaires et les occupants concernés n'ont pu être prévenus ou en cas d'opposition de leur part, le commissaire-enquêteur en fera mention dans le rapport d'enquête.

ARTICLE 9

Si le commissaire-enquêteur entend faire compléter le dossier par des documents existants, utiles à la bonne information du public, sous réserve du respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi, il en fait la demande au responsable du projet. Toutefois, cette demande ne peut porter que sur des documents en la possession de celui-ci.

Les documents ainsi obtenus ou le refus motivé du responsable du projet seront versés au dossier d'enquête tenu au siège de l'enquête publique désigné à l'article 6 du présent arrêté.

Un bordereau mentionnant la nature des pièces et la date à laquelle les documents ont été ajoutés en cours d'enquête sera joint au dossier d'enquête.

ARTICLE 10

S'il estime nécessaire l'organisation d'une réunion d'information et d'échange avec le public, le commissaire-enquêteur devra en aviser préalablement le préfet de l'Oise, le préfet de l'Aisne et le maître d'ouvrage en indiquant les modalités d'organisation de ladite séance.

Le préfet de l'Oise et le préfet de l'Aisne notifieront au commissaire-enquêteur leur accord ou leur refus. Leur éventuel désaccord sera mentionné au dossier tenu dans les mairies mentionnées à l'article 1 du présent arrêté.

En cas d'accord, le préfet de l'Oise, le préfet de l'Aisne et le commissaire-enquêteur arrêteront en commun, en liaison avec le maître d'ouvrage, les modalités de l'information préalable du public et du déroulement de la réunion publique. Les dispositions ainsi arrêtées seront notifiées au maître d'ouvrage.

En tant que de besoin, la durée de l'enquête peut être prorogée pour une durée maximale de trente (30) jours, à la demande du commissaire-enquêteur, afin de permettre l'organisation de la réunion publique.

La décision motivée du commissaire-enquêteur sera notifiée au préfet de l'Oise et au préfet de l'Aisne. La présente notification devra être parvenue au plus tard huit jours avant la fin de l'enquête. La décision sera portée à la connaissance du public par un affichage réalisé dans les conditions prévues à l'article 16, au plus tard à la date prévue initialement pour la fin de l'enquête.

A l'issue de la réunion d'information et d'échange avec le public, un compte rendu sera établi par le commissaire-enquêteur et adressé dans les meilleurs délais au responsable du projet, ainsi qu'à l'autorité en charge de l'ouverture et de l'organisation de l'enquête. Il sera annexé par le commissaire-enquêteur, ainsi que les observations éventuelles du responsable du projet au rapport de fin d'enquête.

En l'espèce, l'accomplissement des formalités prévues aux articles 11 et 12 sera reporté à la clôture de l'enquête ainsi prorogée.

ARTICLE 11

Le commissaire-enquêteur pourra auditionner à sa demande toute personne ou service qu'il lui paraît utile de consulter pour compléter son information sur le projet. Le refus éventuel de demande d'information ou l'absence de réponse sera mentionné par le commissaire-enquêteur dans son rapport.

ARTICLE 12

A l'expiration du délai d'enquête, les registres d'enquête unique mis à disposition dans les mairies concernées seront transmis par celles-ci avec les documents annexés dans les 24 heures au commissaire-enquêteur et clos par lui.

Le commissaire-enquêteur examinera les observations consignées ou annexées aux registres d'enquête unique mis à disposition dans les mairies concernées.

Le commissaire-enquêteur établira un rapport rappelant le déroulement de l'enquête et examinera les observations, les propositions et contre-propositions recueillies durant l'enquête et les observations du responsable du projet le cas échéant. Il consignera dans un document séparé ses conclusions motivées, datées et signées, en précisant nettement si elles sont favorables ou favorables avec réserves ou défavorables au projet présenté au public.

Dès réception des registres d'enquête et des documents annexes, le commissaire-enquêteur rencontrera sous huitaine le responsable du projet et lui communiquera les observations écrites ou orales, celles-ci étant consignées dans un procès verbal de synthèse, en l'invitant à produire un mémoire en réponse dans un délai de quinze (15) jours.

Conformément à l'article R.214-8 et par dérogation à l'article R.123-19 du code de l'environnement, l'ensemble du dossier d'enquête, accompagné des registres d'enquête unique et des pièces annexées, de son rapport et des conclusions motivées au titre de chacune des enquêtes publiques initialement requises par les différentes procédures administratives seront alors transmis par le commissaire-enquêteur dans un délai d'un mois à compter de la date de la clôture de l'enquête ou le cas échéant, dans un délai de quinze jours à compter de la réception du mémoire en réponse du pétitionnaire ou de l'expiration du délai imparti à ce dernier pour donner cette réponse, au préfet de l'Oise à l'adresse suivante :

Direction Départementale des Territoires de l'Oise
Service Eau-Environnement-Forêt – Bureau Politique et Police de l'Eau
2 Bd Amyot d'Inville - BP 20317 - 60021 BEAUVAIS Cedex.

Le commissaire-enquêteur transmettra simultanément une copie de son rapport et de ses conclusions motivées au président du tribunal administratif d'Amiens.

ARTICLE 13

Dès réception du rapport et des conclusions motivées, une copie des documents sera adressée sans délai à l'autorité compétente pour prendre les décisions en vue desquelles l'enquête publique unique a été organisée, au responsable du projet et aux mairies des communes mentionnées à l'article 1 du présent arrêté.

Les documents seront tenus à la disposition du public dans les mairies mentionnées à l'article 1 du présent arrêté et aux préfectures de l'Oise et de l'Aisne pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête. Ils seront publiés et consultables sur le site internet des préfectures pendant la même durée.

ARTICLE 14

Les conseils municipaux des communes mentionnées à l'article 1 du présent arrêté sont appelés à donner leur avis sur la demande d'autorisation dès l'ouverture de l'enquête ; ne pourront être pris en considération que les avis exprimés, au plus tard, dans les quinze jours suivant la clôture des registres d'enquête.

Les avis des conseils municipaux des communes concernées devront être transmis aux sous-préfectures de l'arrondissement de Senlis et de l'arrondissement de Compiègne, ainsi qu'une copie à la Direction Départementale des Territoires de l'Oise, à l'adresse mentionnée à l'article 12 du présent arrêté.

ARTICLE 15

Si dès la réception des conclusions du commissaire-enquêteur, l'autorité compétente pour l'ouverture et l'organisation de l'enquête constate une insuffisance ou un défaut de motivation de celles-ci, susceptible de constituer une irrégularité dans la procédure, elle adressera dans un délai de quinze (15) jours une lettre d'observation à la présidente du tribunal administratif d'Amiens pour demander au commissaire-enquêteur de compléter ses conclusions.

Le commissaire-enquêteur remet ses conclusions complétées dans un délai d'un mois à l'autorité compétente pour l'ouverture et l'organisation de l'enquête et à la présidente du Tribunal Administratif d'Amiens.

ARTICLE 16

Il sera procédé pour le compte du pétitionnaire par les soins de l'autorité compétente pour l'ouverture et l'organisation de l'enquête publique unique, à l'insertion d'un avis au public d'ouverture d'enquête dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département de l'Oise et de l'Aisne, quinze jours au moins avant le début de celle-ci, c'est à dire dans les journaux parus au plus tard à la date du 19 août 2014 et, à titre de rappel, dans les huit premiers jours de celle-ci, soit dans les journaux à paraître entre le 3 et 10 septembre 2014.

Cet avis sera également publié par voie d'affichage quinze jours avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci, soit du mardi 19 août au lundi 6 octobre 2014 dans les mairies de : AUGER-SAINT-VINCENT, BETHANCOURT-EN-VALOIS, BETHISY-SAINT-MARTIN, BETHISY-SAINT-PIERRE, BONNEUIL-EN-VALOIS, COYOLLES (02) CREPY-EN-VALOIS, DUVY, FEIGNEUX, FRESNOY-LA-RIVIERE, GILOCOURT, GLAIGNES, HARAMONT (02), LARGNY-SUR-AUTOMNE (02), MORIENVAL, NERY, ORROUY, ROCQUEMONT, RUSSY-BEMONT, SAINT-SAUVEUR, SAINT-VAAST-DE-LONGMONT, SAINTINES, SERY-MAGNEVAL, VAUCIENNES, VAUMOISE, VERBERIE, VEZ, VILLERS-COTTERETS (02) et par tout autre moyen en usage dans les communes mentionnées à l'article 1 du présent arrêté.

En outre, le maître d'ouvrage procédera à l'affichage dudit avis dans les mêmes conditions de délai et de durée dans ses locaux ainsi que sur les lieux ou en un lieu situé au voisinage des aménagements, ouvrages ou travaux projetés, sauf impossibilité. Cet avis devra être visible et lisible des voies publiques et être conforme aux caractéristiques et dimensions fixées par arrêté du ministre en charge de l'environnement du 24 avril 2012.

Les formalités susvisées seront respectivement justifiées par un exemplaire des journaux parus et un certificat d'affichage retourné par les mairies des communes concernées et par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 17

Pendant l'enquête publique, en application du I de l'article L.123-14 du code l'environnement, le responsable du projet a la possibilité de suspendre l'enquête s'il estime nécessaire d'apporter à celui-ci des modifications substantielles. La décision est prise par arrêté, après avoir entendu le commissaire-enquêteur, par l'autorité compétente pour l'ouverture et l'organisation de l'enquête.

La poursuite de l'enquête publique est alors prolongée d'une durée d'au moins trente (30) jours et fait l'objet d'un nouvel arrêté d'organisation dans les conditions fixées à l'article R.123-22 du code de l'environnement.

ARTICLE 18

Au vu des conclusions du commissaire-enquêteur, le responsable du projet en application du II de l'article L.123-14 du code l'environnement, a la possibilité de solliciter le déroulement d'une enquête complémentaire portant sur les avantages et les inconvénients des modifications pour le projet et pour l'environnement, s'il estime souhaitable d'apporter au projet des changements qui en modifient l'économie générale.

L'ouverture de l'enquête publique complémentaire, d'une durée minimale de quinze (15) jours, fait l'objet d'un nouvel arrêté d'organisation dans les conditions fixées à l'article R.123-23 du code de l'environnement.

ARTICLE 19

Les informations relatives au déroulement de l'enquête publique prescrites dans le présent arrêté peuvent être consultées sur le site Internet de la préfecture de l'Oise et de l'Aisne pendant un an à l'adresse suivante :

: www.oise.equipement-agriculture.gouv.fr

www.aisne.gouv.fr

ARTICLE 20

Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Oise, le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Aisne, le Sous-Préfet de l'arrondissement de Senlis, le Sous-Préfet de l'arrondissement de Compiègne, le Sous-Préfet de l'arrondissement de Soissons, le Directeur Départemental des Territoires de l'Oise, le Directeur Départemental des territoires de l'Aisne, les Maires de AUGER-SAINT-VINCENT, BETHANCOURT-EN-VALOIS, BETHISY-SAINT-MARTIN, BETHISY-SAINT-PIERRE, BONNEUIL-EN-VALOIS, COYOLLES (02) CREPY-EN-VALOIS, DUVY, FEIGNEUX, FRESNOY-LA-RIVIERE, GILOCOURT, GLAIGNES, HARAMONT (02), LARGNY-SUR-AUTOMNE (02), MORIENVAL, NERY, ORROUY, ROCQUEMONT, RUSSY-BEMONT, SAINT-SAUVEUR, SAINT-VAAST-DE-LONGMONT, SAINTINES, SERY-MAGNEVAL, VAUCIENNES, VAUMOISE, VERBERIE, VEZ, VILLERS-COTTERETS (02), le commissaire-enquêteur titulaire, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée ainsi qu'à :

Mme la Présidente du Tribunal Administratif d'Amiens ;

M. le Président du Syndicat d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin Automne (SAGEBA

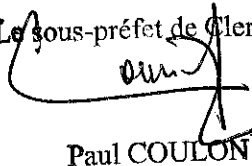
Mme Josette MERLIN commissaire-enquêteur suppléante.

Fait à BEAUVAIS, le 23 JUIL. 2014

Pour le préfet

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL *(absent)*

Le sous-préfet de Clermont



Paul COULON

Fait à LAON, le 05 AOUT 2014

Pour le Préfet

et par délégation

Le Secrétaire Général



Bachir BAKHTI

